



Patrimoine
canadien Canadian
Heritage

Le bénévolat

Une valeur traditionnelle au Canada

Janet Lautenschlager

Direction du Soutien aux organismes volontaires

Avant-propos

EN 1992, LE BÉNÉVOLAT EST DEVENU UN MODE DE VIE pour bon nombre de Canadiens. L'esprit du bénévolat est ancré dans les traditions et les valeurs des pionniers qui ont bâti ce pays et s'inspire de l'attitude d'entraide et de collaboration qui caractérise nos sociétés autochtones.

Des heures et des heures de bénévolat ont été consacrées à des causes humanitaires au fil des ans, mais il reste encore à inscrire ces efforts dans les pages de l'histoire. Cette brochure est une première ébauche, d'un point de vue historique, du bénévolat au Canada; elle renferme des exemples précis qui illustrent le rôle des bénévoles depuis les premiers temps jusqu'à nos jours. Les activités bénévoles qui sont ici rappelées ne représentent qu'une infime partie du travail considérable des bénévoles canadiens.

Les mots «bénévole» et «bénévolat» n'ont peut-être jamais été employés par certaines des personnes dont on décrit ici les activités. Aujourd'hui, nous utilisons ces mots pour qualifier la participation communautaire d'innombrables Canadiens qui ont décidé de leur propre chef de répondre à un besoin sans se soucier de toucher une rétribution -- des personnes qui ont traduit en action leur sens des responsabilités civiques.

Nous espérons que ce bref historique du bénévolat au Canada permettra à l'ensemble des citoyens de mieux comprendre l'ampleur et la diversité de l'action bénévole en tant que force historique de la société canadienne. Jusqu'à ce jour, les efforts quotidiens des bénévoles au Canada ont permis de répondre à des besoins humains et sociaux incommensurables et témoignent de ce que des citoyens ordinaires peuvent réaliser grâce à leur participation active.

En reconnaissant le rôle des bénévoles d'un point de vue historique, nous espérons rendre plus visible le bénévolat pratiqué de nos jours et lui permettre d'atteindre sa pleine mesure dans les années à venir.

Table des matières

L'esprit du bénévolat au Canada	
<i>Une tradition profondément enracinée</i>	1
L'évolution du bénévolat au Canada	
<i>Un phénomène tout à fait canadien</i>	2
Le service de l'autre et notre héritage religieux	3
Au temps de la colonisation	
<i>Du bon voisinage aux premiers organismes bénévoles</i>	4
Du 18e siècle à la Confédération	
<i>Répondre à des besoins sociaux grandissants</i>	6
Les premiers organismes ethnoculturels	
<i>S'aider les uns les autres</i>	8
Les années 1890	
<i>Assurer des services essentiels et amorcer la réforme sociale</i>	10
Le 20e siècle	
<i>Campagne pour le bien-être des enfants et amélioration des services aux citoyens</i>	13
Les années vingt	
<i>Développement des services sociaux</i>	15
La crise économique	
<i>Répondre à un urgent besoin</i>	16
Les deux guerres mondiales	
<i>Le rôle essentiel des bénévoles dans le soutien de l'effort de guerre</i>	17
Les années d'après-guerre	
<i>Nouvelles attentes face au rôle du gouvernement et création de nouveaux organismes bénévoles</i>	19
Des années soixante aux années quatre-vingt	
<i>Mobilisation en vue d'un changement social et création de nouveaux types d'organismes bénévoles</i>	21
La diversité culturelle	
<i>Assurer la pleine et entière participation des nouveaux venus à la vie canadienne</i>	24
De par le monde	
<i>Aider les pays en voie de développement</i>	26
Lorsque frappe la catastrophe	
<i>Le rôle crucial des bénévoles à l'occasion d'un désastre et en situation d'urgence</i>	28
Le bénévolat, source de changement	
<i>à la défense des droits des personnes handicapées</i>	30
L'action bénévole	
<i>Travailler ensemble pour améliorer la qualité de vie des Canadiens</i>	32
Sources	33

1

L'esprit du bénévolat au Canada

Une tradition profondément enracinée

LES CANADIENS ONT UNE LONGUE TRADITION EN MATIÈRE D'ACTION BÉNÉVOLE visant à atteindre les objectifs sociaux. Au fil des ans, le bénévolat a mobilisé une énergie considérable pour assurer le bien commun. Bien que les effets directs du bénévolat se fassent sentir au niveau individuel ou communautaire, l'action cumulative de millions et de millions de citoyens ordinaires de toutes les régions du pays a eu une incidence profonde sur pratiquement chaque aspect de la société canadienne -- et a, en fait, favorisé sa croissance et son développement.

Les bénévoles sont des citoyens ordinaires qui ont choisi de faire leur part pour répondre à un besoin pressant, résoudre un problème ou faire avancer une cause louable. Reconnaissant qu'il existe un besoin particulier dans la société, ils s'efforcent de transposer les idéaux dans la réalité sans songer à en tirer une récompense.

Les traditions qui ont entouré la fondation et l'érection du Canada ont influencé le développement de notre esprit de bénévolat. Tout d'abord au sein des communautés autochtones, puis chez les colons européens et les immigrants en provenance d'autres parties du monde, le travail ardu, l'indépendance et la prise en main de sa vie et de ses actions étaient la règle.

Éparpillés sur un vaste territoire et mis à l'épreuve par un climat souvent rigoureux, les Canadiens ont vite compris les avantages de l'entraide. Les caisses de crédit Desjardins qui ont vu le jour au Québec en 1900, les nombreuses coopératives agricoles créées dans l'Ouest du Canada au début du XXe siècle, le mouvement Antigonish qui a donné naissance à différentes coopératives dans la région de l'Atlantique au cours des années trente prouvent que les Canadiens comptaient les uns sur les autres pour leur survie et leur évolution.

Les Canadiens ont également toujours entretenu un profond sens des responsabilités à l'égard de leurs voisins et se sont toujours préoccupés de tous leurs concitoyens dans le besoin. étant de plus en plus sensibilisés aux répercussions de la pauvreté chronique, de la maladie et des incapacités permanentes, aux crises pouvant résulter de catastrophes naturelles et de situations économiques désastreuses les Canadiens en sont venus à la conclusion que personne ne peut toujours se suffire à soi-même.

Dans notre société moderne, les bénévoles fournissent l'énergie qui anime des milliers d'organismes bénévoles et de groupes communautaires partout au pays. Aujourd'hui, près de 5,6 millions de personnes donnent suite à leurs préoccupations et à leurs intérêts en faisant du travail bénévole pour une multitude d'organismes oeuvrant dans une grande diversité de domaines. En outre, près de 13 millions de Canadiens font du bénévolat sans pour autant appartenir à des groupes structurés.

2

L'évolution du bénévolat au Canada

Un phénomène tout à fait canadien

LA PLUPART DES ORGANISMES BÉNÉVOLES ONT ÉTÉ INSPIRÉS par la compassion ou par un sentiment d'injustice. Les 125 dernières années ont vu naître d'innombrables organismes bénévoles dans les domaines des soins de la santé, des services sociaux, et nombre d'autres, dont les fondateurs et les bienfaiteurs, tant aux conseils d'administration que sur la ligne d'action, étaient tous des bénévoles.

Certaines formes de bénévolat organisé ont été adaptées de modèles européens, et, plus tard, de modèles américains, mais d'autres ont été des réponses purement canadiennes à des besoins propres aux Canadiens. Qui plus est, comme expression de nos valeurs sociales particulières, l'évolution du bénévolat et des organismes bénévoles au Canada est unique.

Bon nombre des premières initiatives en soins de la santé et en services sociaux au Canada reviennent à des organismes dirigés par des citoyens animés d'un sens civique. Autrefois, dans la plupart de nos collectivités, c'est l'effort bénévole de citoyens ordinaires, oeuvrant souvent par l'entremise de leurs institutions religieuses ou culturelles, qui a conduit à la création d'orphelinats, d'hôpitaux et de foyers pour les personnes âgées ainsi qu'à la mise sur pied d'organismes de santé et de bien-être qui travaillaient en collaboration avec les familles pour fournir une bonne partie de l'assistance nécessaire.

Lorsque la valeur intrinsèque de ces programmes fut prouvée et que leur soutien financier devint trop lourd pour les seuls philanthropes, le gouvernement (les municipalités d'abord, puis les provinces et, enfin, le gouvernement fédéral) répondit à la demande publique et finit par assumer la responsabilité des aspects essentiels du système de santé et de bien-être.

Les organismes bénévoles sont le reflet de leur époque, et leur rôle dans les services qu'ils assurent aujourd'hui aux citoyens s'est accru et s'est diversifié en conséquence. Même si de nos jours tous les paliers de gouvernement subventionnent une diversité de programmes pour assurer ce qu'on appelle un « au bien-être social », les organismes bénévoles privés demeurent un élément vital et extrêmement visible de l'éventail de programmes et de services sur lesquels comptent les collectivités.

Les bénévoles ont toujours joué un rôle de premier plan dans les domaines du bien-être social, des soins de la santé et de l'aide aux sinistrés, mais leur activité ne se limite pas aux services à leurs concitoyens. Par l'entremise de groupes de défense, les bénévoles ont façonné notre vision d'un ordre social plus juste.

Ils ont aussi été le pivot de notre système politique. De nos jours, ils oeuvrent activement dans des domaines tels que les sports et les loisirs, les arts et la culture, l'éducation et la formation ainsi que la protection de l'environnement.

3

Le service de l'autre et notre héritage religieux

NOTRE TRADITION D'AIDE À NOS VOISINS ET À NOS CONCITOYENS DÉCOULE, du moins en partie, du concept de l'amour du prochain et de la vertu morale de charité. En d'autres termes, une personne favorisée par le sort a la responsabilité d'aider les moins fortunés. Ces valeurs étaient véhiculées par nos communautés autochtones, par les premiers colons animés d'une foi chrétienne et par les membres de presque toutes les religions qui se sont implantées au Canada par la suite.

Ainsi, les Noirs qui sont venus se réfugier au Canada au milieu du 19^e siècle ont institué des congrégations pour aider leurs congénères à s'établir ici. En plus d'un réconfort spirituel, les premières églises noires offraient vêtement, nourriture, abri et sécurité. Les esclaves en fuite bénéficièrent également de groupements religieux, canadiens comme américains.

La plupart des premiers services sociaux structurés ont été mis sur pied par les églises. Cette tradition se fait encore particulièrement sentir au Québec où l'église catholique romaine assurait toujours un large éventail de services élémentaires en matière de santé et de bien-être social dans les années soixante.

Même si bon nombre de programmes et de services parrainés à l'origine par des organismes religieux sont maintenant subventionnés par l'état, de nombreux autres demeurent solidement en place. Collectivement, ces programmes jouent un rôle important dans la structure contemporaine des services sociaux.

Un exemple bien connu de cela est l'Armée du Salut qui vient en aide aux contrevenants à la loi, aux hommes et aux femmes sans abri, aux mères célibataires et aux alcooliques. Les programmes qu'offre cet organisme ont souvent été les seuls du genre dans certaines régions du pays. Presque chaque diocèse de l'église catholique romaine au Canada compte encore un directeur des œuvres de bienfaisance de qui relève tout un réseau de services.

De même, les juifs, les protestants et de nombreuses autres organisations religieuses maintiennent des programmes qui offrent des services sociaux particuliers. Aujourd'hui, bon nombre de collectivités canadiennes comptent encore des hôpitaux, des résidences pour enfants ou personnes âgées ainsi que des institutions et des services qui sont sous les auspices de groupes religieux.

Pratiquement tous les groupes religieux structurés ont jugé qu'il était de leur devoir de favoriser l'implantation de services à l'intention des démunis et de pourvoir à ces services. Croyant à la dignité et à la valeur de chaque être humain, les organismes religieux ont été des chefs de file et des bâtisseurs dans le domaine du bien-être social et des services de santé au Canada.

Ces organismes religieux ont aussi sans aucun doute influencé les attitudes des personnes et de la société à l'égard du bien-être social et des soins de la santé, et ont suscité des efforts en matière de réforme sociale au fil des ans.

4

Au temps de la colonisation

Du bon voisinage aux premiers organismes bénévoles

DANS LES PREMIERS TEMPS DE LA COLONISATION DU CANADA PAR LES EUROPÉENS, les autochtones ont appris aux pionniers à survivre dans leur nouveau pays au climat rigoureux. Ils leur ont enseigné à fouiller dans la forêt pour trouver de la nourriture, à ériger des abris, à construire des canots et à pagayer, à se déplacer en raquettes et à traiter des maladies telles que le scorbut. Ils leur ont en outre fait découvrir de nouvelles plantes comme le maïs, la citrouille, la courge et le haricot qui devinrent rapidement l'essentiel de leur alimentation.

Lorsque les pionniers s'efforçaient de s'adapter à leur nouvelle vie, les familles dépendaient les unes des autres pour survivre et prospérer. Les gens s'entraidaient facilement en périodes de besoin. Cet esprit d'assistance mutuelle était essentiel pour lutter contre les étendues sauvages et les rigueurs du long hiver canadien et pour contrer l'isolement social.

Dans cette tradition de coopération, les fermiers du voisinage conjuguèrent souvent leurs efforts pour accomplir le travail essentiel comme le déboisement, la construction des maisons et des granges, les récoltes, la confection des courtepointes et le filage de la laine pour confectionner les vêtements. Ces relations «aide» ont aussi été à l'origine de ce que nous appelons le sentiment communautaire. Au fur et à mesure de l'arrivée des colons dans une région, la collaboration spontanée en vue d'atteindre des buts communs se poursuivait et des organismes bénévoles commencèrent à se former.

(Un modèle semblable d'entraide s'est développé lorsque les premiers colons commencèrent à se diriger vers l'Ouest canadien à la fin du 19^e siècle.)

En 1688, la ville de Québec connut une crise importante lorsque ses habitants qui avaient perdu tous leurs biens dans un grand incendie quelques années plus tôt vinrent grossir les rangs des indigents. Se préoccupant de leurs voisins moins fortunés et alarmés par le nombre croissant de mendiants dans les rues, des citoyens de Québec empreints de civisme prirent des mesures pour répondre aux besoins des pauvres.

Ils créèrent ce qui fut probablement le premier organisme bénévole au Canada. Connu sous le nom de *Bureau des Pauvres*, cet organisme était administré par un conseil de direction composé de bénévoles (surtout des marchands prospères), dirigé également par des bénévoles et subventionné par des dons provenant de la collectivité. Argent, nourriture et vêtements étaient recueillis dans des boîtes à cet effet placées un peu partout dans la ville et lors d'une sollicitation mensuelle de porte à porte.

Le *Bureau des Pauvres* apportait du secours de toute nature non seulement aux habitants de la ville mais aussi aux gens de l'extérieur et aux itinérants. Les personnes âgées, handicapées et malades y trouvaient nourriture, argent et, dans la mesure du possible, un endroit où vivre. Si les personnes pauvres et sans emploi étaient incapables de trouver du travail, on leur donnait les outils nécessaires pour continuer de pratiquer leur métier ainsi que de la nourriture, des vêtements et un logement, jusqu'à ce qu'elles se remettent en selle. Fait marquant de l'histoire du

bénévolat au Canada, cet organisme communautaire a oeuvré jusqu'au début du 18e siècle, époque où les oeuvres de bienfaisance religieuses prirent la relève.

Il existait également en Nouvelle-France, à la fin du 17e siècle, des exemples remarquables de fondations charitables mises sur pied par les communautés religieuses de l'église catholique romaine dans les deux grandes villes de la colonie.

L'Hôtel Dieu, fondé à Québec en 1658, a assuré des services essentiels aux habitants de la ville et de la région environnante au cours du siècle qui a suivi en apportant aide et soulagement aux malades, aux blessés et aux victimes de la peste.

Une institution semblable fut créée quelques années plus tard à Montréal. En effet, en 1688, on fonda *La Maison de la Providence* pour y accueillir les jeunes filles de familles très pauvres, à qui l'on donnait soins et éducation, et pour assister les malades et les personnes âgées.

De même, *l'Hôpital général de Québec*, à l'exemple de celui de Paris, fut créé en 1693 pour y accueillir les malades, les personnes âgées et les indigents, et pour y enseigner les techniques d'un métier aux démunis.

5

Du 18e siècle à la Confédération

Répondre à des besoins sociaux grandissants

AU 18^e SIÈCLE (PUIS AU 19^e ET AU 20^e SIÈCLES), l'aide aux malades et aux pauvres à Québec venait de sources privées. Il s'agissait surtout d'organismes de charité associés à l'église catholique romaine : les paroisses, les communautés religieuses (par exemple, les Soeurs grises et les Soeurs de la Providence, communautés fondées au milieu du 19^e siècle), et des groupes laïques (par exemple, la société Saint-Vincent-de-Paul).

L'aide gouvernementale directe était pratiquement inexistante. Des dons modestes venaient toutefois encourager le travail des institutions charitables comme les hôpitaux, les orphelinats et, plus tard, les écoles pour enfants handicapés, les hôpitaux pour malades mentaux et les résidences pour personnes âgées.

Partout au Québec, les bénévoles des organismes de charité ont aidé les démunis de bien des façons. Ils leur ont apporté nourriture et bois de chauffage, ont organisé des soupes populaires et mis sur pied des dépôts de vêtements, de meubles et d'outils; ils ont visité les malades et les handicapés en institution et à la maison; ils ont aidé les chômeurs à trouver du travail.

Les bénévoles sont également venus en aide aux veuves et aux orphelins dans le besoin à la suite d'épidémies tragiques comme celles du choléra en 1832 et en 1849, et celle de la typhoïde en 1847.

La société Saint-Vincent-de-Paul, organisation laïque de bénévoles de confession catholique romaine d'abord mise sur pied en France, a vu le jour à Québec en 1846, puis à Montréal en 1848. En 1870, la société Saint-Vincent-de-Paul était présente partout au Québec et venait en aide à une partie importante de la population.

Le mouvement s'est ensuite étendu à d'autres régions du Canada. Même si la société Saint-Vincent-de-Paul oeuvrait dans les paroisses, elle fut créée pour venir en aide à tous les citoyens démunis peu importe leurs croyances religieuses. à cette époque, comme aujourd'hui, les bénévoles dirigeaient des dépôts de vêtements, aidaient les personnes dans le besoin à trouver du travail, assuraient un soutien affectif aux malades ou aux handicapés grâce à des visites amicales et offraient de l'aide sous bien d'autres formes. Avec le temps, la Saint-Vincent-de-Paul s'est fixé un autre but important : prôner la justice sociale en attirant l'attention sur les problèmes des défavorisés.

Dans les Maritimes, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick ont emprunté aux Anglais les *Poor Laws* dès le milieu du 18^e siècle. Remontant à l'époque élisabéthaine, ce système mandatait des institutions subventionnées par l'état telles que les maisons d'industrie pour familles pauvres et orphelins pour qu'elles s'occupent des enfants sans famille ou abandonnés.

En Ontario où il n'existait pas de *Poor Laws*, l'aide aux malades et aux démunis demeura essentiellement une responsabilité individuelle jusqu'au milieu du 19^e siècle. Le bien-être des démunis dépendait dans une large mesure du bon vouloir des amis et de la famille et des dons versés par les riches citoyens. Les municipalités n'assuraient qu'une aide sporadique et très

limitée en périodes d'extrême urgence.

Lorsque les premiers programmes de bien-être social ont été mis en place en Ontario dans la deuxième moitié du 19e siècle, le gouvernement provincial commença d'assumer une certaine responsabilité à l'égard des personnes malades et âgées et des femmes nécessiteuses ayant des enfants à leur charge. Cependant, l'aide n'était accordée que dans de très strictes conditions. Les seules institutions subventionnées par l'état étaient les orphelinats et les asiles qui accueillait les malades mentaux ou les déficients intellectuels.

Dès les premières décennies du 19e siècle, les organismes de charité venant en aide aux malades et aux démunis se multiplièrent dans les agglomérations canadiennes. Ces «étés bénévoles» répondaient aux besoins sociaux grandissants qui découlaient, en partie, d'un afflux d'immigrants européens démunis. Souvent rattaché à des organismes religieux, ce bénévolat organisé était plutôt calqué sur des modèles européens contemporains d'œuvres de bienfaisance privées.

Par exemple, la *Quebec Friendly Society* fut créée en 1870, suivie quelques années plus tard par la *Ladies' Benevolent Society of Montreal* dont l'objectif premier était d'aider les veuves dans le besoin à élever leurs enfants. à Halifax, la *Poor Man's Friend Society* fut créée en 1820 sous l'impulsion d'un groupe d'hommes d'affaires de l'endroit. Les bénévoles de cette société visitaient régulièrement les citoyens pauvres, malades ou handicapés, leur offraient une aide monétaire et leur fournissaient, en hiver, pommes de terre et bois de chauffage.

À l'époque de la Confédération en 1867, la population des quatre provinces fondatrices avait substantiellement augmenté en raison de l'accroissement du nombre d'immigrants européens et d'un afflux de Loyalistes d'origines diverses venant des colonies américaines.

L'urbanisation grandissante entraînait de nouveaux problèmes sociaux et, avec l'augmentation de la pauvreté chronique, les conditions de vie de bon nombre de familles se détérioraient. La situation lamentable des défavorisés, notamment les enfants, retenait de plus en plus l'attention.

Le bénévolat structuré dans des domaines se rattachant au bien-être social continua après 1867 d'être ce qu'il était avant la Confédération, puis proliféra dans la dernière décennie du 19e siècle.

Au fur et à mesure de la conquête de l'Ouest, on créa des organismes de bienfaisance pour répondre aux besoins locaux. Bon nombre d'entre eux avaient pour but de venir en aide aux membres de certains groupes ethnoculturels. à Winnipeg, par exemple, les Juifs fondèrent la *Hebrew Benevolent Society* pour aider les colons pauvres, payer des billets de chemin de fer aux familles nécessiteuses qui voulaient s'établir ailleurs, et trouver du travail aux immigrants récemment arrivés.

6

Les premiers organismes ethnoculturels

S'aider les uns les autres

S'IL EXISTAIT QUELQUES ORGANISMES DE SERVICE AUX MEMBRES DE GROUPES ETHNOCULTURELS précis au début de l'histoire du Canada, leur nombre commença à s'accroître rapidement avec l'arrivée massive d'immigrants à la fin du 19^e siècle et le début du 20^e.

Certains groupes ethnoculturels créèrent des organisations de bénévoles pour aider à préserver la langue et la culture de leur pays d'origine. Par exemple, avant la fin du 19^e siècle, les immigrants en provenance d'Islande mirent sur pied un réseau de bibliothèques et de clubs de lecture. Les Canadiens d'ascendance ukrainienne s'équipèrent également d'une série de clubs de lecture.

La plupart des premiers organismes mis sur pied par différents groupes ethnoculturels l'ont été à des fins d'entraide, c'est-à-dire que les membres s'aidaient les uns les autres selon les besoins.

Dans le Nouveau Monde, de nombreux immigrants craignaient que, s'ils décédaient parmi des étrangers, ils ne soient enterrés sans avoir droit aux cérémonies religieuses qui leur paraissaient essentielles. Ils craignaient également qu'un accident, une maladie ou la perte de leur emploi ne les laissent complètement démunis. (Dans leur pays d'origine, il était souvent de tradition que la famille élargie prête son concours en cas de coup dur.)

Pour répondre à ces besoins, les Canadiens d'ascendance allemande formèrent la première société funéraire à Halifax en 1753. Les immigrants polonais fondèrent leur première société d'entraide à Berlin (l'actuelle ville de Kitchener), en Ontario, en 1872. Diverses sociétés d'entraide furent créées à l'intention des Italiens canadiens à Montréal et à Toronto vers la fin du 19^e siècle. La Hungarian Sick-Benefit Society vit le jour à Lethbridge en 1901. Les Lithuaniens se dotèrent d'organismes de secours mutuel à Toronto, à Montréal et à Winnipeg dès le début du 20^e siècle.

Cependant, après la Deuxième Guerre mondiale, avec l'instauration de programmes gouvernementaux prévoyant certaines protections en fait de bien-être social, ces organismes de secours mutuel eurent tendance à disparaître.

Une fois bien établies, nombre de communautés ethnoculturelles se munirent d'organismes pour venir en aide aux nouveaux immigrants en provenance de leur pays d'origine. Leurs bénévoles fournissaient des renseignements sur les aspects social et juridique de la vie au Canada, ainsi que des services de traduction. Ainsi, dans l'Ouest canadien, à la fin du 19^e et au début du 20^e siècles, des homesteaders hongrois et ukrainiens devinrent officiellement agents d'établissement et aidèrent les nouveaux venus à refaire leur vie dans les Prairies.

Certains groupes créèrent en outre des organismes de charité de plus grande envergure pour venir en aide à la fois aux immigrants récents et aux autres Canadiens de leur pays d'origine. Par exemple, les Juifs de Toronto et de Montréal étaient bien connus pour leurs organismes de charité dès les années 1920.

Les immigrants chinois avaient peut-être ceci d'exceptionnel qu'ils se dotaient généralement d'associations de bénévoles très tôt après leur arrivée au Canada. En Colombie-Britannique, dès le milieu du 19e siècle, ils créèrent des organismes locaux fondés sur les liens de parenté ou le district d'origine. Des bénévoles tenaient des auberges et des pensions coopératives à l'intention des mineurs et des cheminots migrants; d'autres s'occupaient d'assurer le contact entre les immigrants et leurs parents demeurés en Chine.

Dans les années 1880, le quartier chinois de Victoria était en plein développement. Les organismes chinois de l'endroit et d'ailleurs en Colombie-Britannique continuaient de croître en nombre et en taille. La Chinese Consolidated Benevolent Association (CCBA) de Victoria, première association visant la totalité de la communauté chinoise au Canada, fut créée en 1884. Appuyée par un réseau de bénévoles et de donateurs de l'ensemble de la province, cette organisation exerçait des pressions afin que l'on apporte des modifications au système judiciaire pour prévenir la discrimination contre les Canadiens chinois et fournissait de nombreux services à ses membres.

Travaillant pour le compte de la CCBA, des bénévoles tenaient des foyers pour les malades et les pauvres d'origine chinoise. (Bon nombre des nécessiteux étaient des chômeurs qui avaient été congédiés par des entreprises de construction de chemin de fer et abandonnés sans argent dans diverses villes le long du chemin de fer.)

Les bénévoles recueillaient des fonds pour aider les hommes âgés qui n'avaient pas le moyen de se payer un billet de retour en Chine, pour couvrir les frais d'enterrement des Canadiens chinois sans parents qui étaient morts dans la pauvreté, et pour apporter une aide juridique aux membres de leur communauté qui étaient accusés de crime. Les bénévoles s'occupaient également de l'envoi en Chine de la dépouille mortelle des personnes décédées, pratique qui était devenue courante à cette époque.

La CCBA fonda la première école publique chinoise au Canada et l'hôpital Jubilee, tous les deux à Victoria.

Il ne fait aucun doute que les nombreux et divers organismes ethnoculturels mis sur pied au Canada jouèrent un rôle important dans la vie de ceux qui en étaient membres. Ils répondaient à des besoins auxquels la société en général ne satisfaisait pas ou ne pouvait pas satisfaire.

L'un des nombreux avantages apportés par ces organismes à leurs membres était de leur permettre de maintenir le contact avec d'autres personnes de la même origine et de la même langue maternelle. Ces organismes constituaient souvent les principaux représentants de leur groupe ethnoculturel auprès des divers ordres de gouvernement au Canada, de même qu'auprès du reste du monde.

7

Les années 1890

Assurer des services essentiels et amorcer la réforme sociale

LA DERNIÈRE DÉCENNIE DU 19^E SIÈCLE A VU NAÎTRE D'IMPORTANTES ORGANISMES bénévoles se préoccupant de santé et de bien-être social. Parmi les exemples notables dans le domaine des soins de la santé, citons l'Ambulance Saint-Jean fondée en 1887, la Société canadienne de la Croix-Rouge, en 1896, et les Infirmières de l'ordre de Victoria, en 1877.

Bon nombre d'autres organismes furent créés pour fournir des services sociaux essentiels. La Young Men's Christian Association (YMCA) vit le jour à Montréal en 1851 et ouvrit des centres dans d'autres grandes villes entre 1875 et 1900.

À cette époque, comme aujourd'hui, cette association comptait sur les bénévoles pour rassembler des fonds, aider à diriger les programmes et faire partie du conseil d'administration. Animés par un idéal de santé qui favorisait le développement physique, intellectuel et spirituel, les centres du YMCA offraient des programmes de conditionnement physique et de détente ainsi que des camps d'été pour les garçons de toutes les couches de la société. Leur but étant de développer le bien-être, la confiance en soi et la compétence, ces centres ont énormément contribué à l'époque au bien-être social des enfants.

La Young Women's Christian Association (YWCA) fut créée au Canada en 1870 à Saint-Jean (Nouveau-Brunswick). Dans les cinq années qui suivirent, des associations locales virent également le jour à Toronto, à Montréal, à Québec et à Halifax et, à la fin du siècle, à Kingston, à Hamilton, à London, à Ottawa, à Peterborough, à Vancouver et à Victoria.

L'objectif premier du YWCA était d'améliorer la condition des femmes canadiennes en développant chez elles leur aptitude au leadership et leur indépendance et en les aidant à accroître leurs compétences tout en assurant leur bien-être physique et spirituel.

Les associations locales du YWCA devinrent rapidement des intervenants importants dans leurs collectivités. Avec l'aide de bénévoles, elles tenaient des bureaux de placement et des registres de chambres pour les jeunes femmes, des foyers et des centres de formation pour les filles ayant maille à partir avec la justice, des 17 clubs sociaux et de conditionnement physique, des camps d'été et des bibliothèques. Bon nombre offraient en outre des cours de formation à l'intention des jeunes femmes sur le travail de bureau et l'art de faire la cuisine, cours qui étaient les premiers du genre dans leurs collectivités.

À partir des années 1890, les bénévoles canadiens ont joué un rôle important en suscitant un changement social grâce à leur participation active aux mouvements de réforme sociale et aux mouvements ouvriers. Ils se sont faits les défenseurs de normes contestées de la société à une période où l'on tendait à refuser aux citoyens des droits qu'un bon nombre de personnes à l'époque jugeaient fondamentaux (tels qu'un logement convenable, des soins de santé adéquats et la gratuité scolaire).

Par exemple, des groupes de travailleurs se firent les défenseurs des citoyens à la retraite qui

n'étaient plus en mesure de subvenir adéquatement à leurs besoins. Des groupes féminins luttèrent pour faire reconnaître légalement l'égalité des femmes et obtenir le droit de vote. Des réformateurs sociaux défendirent la cause des enfants négligés et maltraités qui étaient de plus en plus nombreux dans les grands centres urbains.

En 1897, des organisations féminines de Vancouver, Winnipeg, Toronto, Montréal et Halifax formèrent une coalition connue sous le nom de Conseil national des femmes du Canada. Des bénévoles travaillaient à l'échelle locale et nationale pour améliorer le statut légal des femmes, notamment leurs droits à l'égard de leurs enfants. (Les pères avaient des droits exclusifs sur les enfants à cette époque.) Le Conseil et ses centres affiliés cherchaient également à réduire la mortalité infantile et à améliorer la santé et le bien-être des enfants canadiens.

Dans tout le Canada, les défenseurs des droits des enfants soutenaient avec fougue que tous les enfants devaient être protégés des mauvais traitements, que les orphelins ou les enfants négligés devaient être traités avec chaleur et que les enfants qui contrevenaient à la loi devaient avoir la chance d'acquérir de meilleures habitudes. Des bénévoles soutenaient que la qualité de la vie au foyer était cruciale pour prévenir la délinquance et y remédier.

Ils répandirent le concept des familles d'accueil en remplacement du foyer de l'enfant lorsque celui-ci était victime de négligence ou d'abus graves. (Avant cela, on croyait généralement que les enfants avaient besoin d'un traitement très strict pour devenir des adultes matures, et les enfants abandonnés étaient élevés en institution, souvent dans des conditions difficiles.)

Grâce au travail ardu de ces bénévoles engagés, la réforme sociale reçut l'appui d'une grande partie de la collectivité. Le tournant du siècle connut une révolution virtuelle des idées et des méthodes en matière d'aide à l'enfance.

La société reconnaissant de plus en plus qu'il lui incombait de s'occuper des enfants négligés et délinquants et d'agir dans leur intérêt, on créa la Société d'aide à l'enfance de Toronto en 1891.

Malgré la subvention que lui versait l'état et sa responsabilité statutaire en matière de soins des enfants, il s'agissait d'un organisme privé administré par un conseil de direction composé de bénévoles et dont les services étaient dirigés par des salariés et des bénévoles. Une nouvelle législation dont se dota l'Ontario confia à la Société la garde des enfants négligés.

Le concept des familles d'accueil (où des bénévoles consacrent leur temps et leurs aptitudes pour élever des enfants dans leur propre famille de façon temporaire) fut également introduit et subventionné par l'état.

Au cours des deux décennies qui ont suivi, les sociétés d'aide à l'enfance se sont étendues à d'autres villes de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, du Manitoba et de la Colombie-Britannique. Le Canada était ainsi au premier plan de la scène internationale en matière de bien-être des enfants.

Dans le domaine de l'alphabétisation et de la formation élémentaire des adultes, le Frontier College de Toronto apparut comme une figure de proue en 1899. Ses programmes novateurs répondaient aux besoins en matière d'éducation des ouvriers partout au Canada et, notamment, des immigrants qui étaient incapables de lire et d'écrire dans les langues de leur pays d'adoption, et des autres qui n'avaient pas eu la chance d'étudier.

Des professeurs bénévoles du Frontier College se rendaient dans les camps de bûcherons et de constructeurs de chemin de fer ainsi que dans les villes minières et les villages de pêcheurs en régions éloignées où les gens vivaient dans des conditions difficiles; ceux-ci pouvaient découvrir des horizons nouveaux grâce à l'alphabétisation et à l'étude. Les professeurs travaillaient de

concert avec les ouvriers et, dans les temps libres, leur communiquaient bénévolement leur savoir. Au cours des vingt premières années d'existence du Frontier College, plus de 600 professeurs bénévoles formés au collège même ont œuvré dans pratiquement chaque province et territoire du Canada.

La croisade contre la tuberculose (principale cause de décès au Canada au tournant du siècle) a été à l'origine, en 1900, de la création du premier organisme bénévole d'envergure nationale au Canada dans le domaine de la santé à l'Association canadienne anti-tuberculeuse (qui devint plus tard l'Association pulmonaire du Canada). Son but premier était d'offrir aux personnes atteintes des installations telles des sanatoriums et centres de diagnostic et de traitement de la tuberculose.

8

Le 20e siècle

Campagne pour le bien-être des enfants et amélioration des services aux citoyens

DANS LES PREMIÈRES DÉCENNIES DU 20E SIÈCLE, LES RÉFORMATEURS SOCIAUX continuèrent, par l'entremise d'organismes bénévoles, d'aiguillonner et de soutenir les efforts du gouvernement en vue d'améliorer la santé et le bien-être des jeunes Canadiens.

Les priorités de ces organismes étaient le taux élevé de mortalité infantile, le manque de soins prénatals, l'absence d'enseignement aux mères des soins à apporter à leurs bébés ainsi que la mauvaise qualité du lait et de l'eau. On se préoccupait également de l'éducation et du développement social des enfants défavorisés ainsi que de l'entassement des familles et des logements inadéquats dans les quartiers pauvres des villes.

Les tenants de la cause des enfants dans les petites villes et les régions rurales se rallièrent à cette croisade qui s'était jusqu'alors concentrée dans les grandes villes. Des associations locales du Conseil national des femmes du Canada virent le jour partout au Canada et des sections de l'Institut féminin ainsi que des groupes de fermières se rallièrent à cette cause.

Montréal, en particulier, vit des bénévoles consacrer un effort considérable à l'amélioration des conditions de vie des enfants. Le Conseil des femmes de Montréal, par exemple, lança une campagne pour réduire la mortalité infantile dans la ville. Des bénévoles entreprirent de renseigner le public sur l'importance de la pasteurisation du lait et mirent sur pied un dispensaire où l'on offrait du lait pasteurisé aux enfants des familles nécessiteuses.

En 1912, un grand nombre de groupes communautaires, chapeautés par le Conseil des femmes de Montréal, parrainèrent une exposition importante sur le thème de la santé et du bien-être des enfants afin de soulever l'intérêt du public pour ces questions importantes. Cette initiative fut reprise dans d'autres villes du Canada au cours des quelques années qui suivirent.

Entre 1900 et 1920, les principaux organismes bénévoles offrirent un plus grand nombre de services visant à favoriser le développement social des enfants. Les programmes existants furent élargis et de nouveaux organismes virent le jour.

Le mouvement Scout fut introduit au Canada en 1908 (année de sa création en Angleterre) et le Conseil général de l'Association des scouts fut incorporé en 1914. Reposant sur le principe du respect des autres et de soi-même, le mouvement scout voulait encourager les garçons à devenir des citoyens responsables et engagés. Les adultes donnaient de leur temps pour offrir aux garçons de toutes les couches de la société des programmes intéressants et stimulants leur permettant de développer leur potentiel mental, physique, social et spirituel.

Quelques années après l'introduction de l'Association de guides du Canada en 1910, on comptait des associations d'un océan à l'autre. Le Conseil canadien de l'Association des guides fut incorporé en 1917. Désireux de réaliser les idéaux de développement personnel, d'indépendance et de respect des autres du guidisme, des bénévoles créaient pour les filles des programmes visant à leur permettre de développer leur sens pratique et une aptitude au

leadership tout en leur communiquant l'esprit de service communautaire et en développant également leur condition physique et affective.

Le YMCA et le YWCA prirent tous deux de l'ampleur au cours des premières décennies du 20e siècle. Par exemple, des camps d'été pour filles furent créés dans diverses régions.

En 1912, le programme des Grandes Soeurs, qui consistait à jumeler des femmes bénévoles à des filles de milieux pauvres dans le cadre d'une relation personnelle, fut lancé au Canada par le YWCA à Toronto. La même année, le YMCA créa son Conseil national canadien.

Le mouvement des Grands Frères fut introduit au Canada en 1913 avec la création d'un bureau à Toronto. Visant à assurer le bien-être et le développement social des garçons sans père, ce programme unique consistait à jumeler ces garçons avec des bénévoles masculins pour qu'ils établissent une relation d'amitié pouvant durer plusieurs années.

En 1918, on créa l'Institut national canadien pour les aveugles (INCA). à une époque où les services sociaux subventionnés par l'état étaient pratiquement inexistant, cet organisme bénévole répondait au besoin immensément grand de services pour les anciens combattants devenus aveugles pendant la Première Guerre mondiale et pour les autres Canadiens souffrant d'un handicap visuel.

Outre les programmes permettant à ces personnes de développer des moyens pratiques pour vivre, l'inca fournissait à bon nombre de ses premiers clients un soutien affectif essentiel et les aidait à trouver nourriture, vêtements et logement.

Un autre but important de l'inca était de faire en sorte que la lecture demeure pour les handicapés visuels un lien essentiel avec la société. Une bibliothèque devint partie intégrante de l'organisme en 1919. Des bénévoles commencèrent à transcrire dans le braille des ouvrages littéraires et du matériel pédagogique et à les envoyer aux clients de l'inca qui en faisaient la demande.

Le Centre de service familial de Toronto fut créé en 1914. Des organismes bénévoles du genre furent mis sur pied dans bon nombre de centres urbains du Canada au cours de la décennie suivante. Ces organismes avaient pour objectif de préserver l'entité familiale et d'offrir aux familles et à leurs membres des services d'orientation. Avec l'aide de bénévoles, des travailleurs sociaux dirigeaient des services qui fournissaient aide et orientation aux familles en situation de stress. Des services d'aides familiales et de garderie étaient également offerts un peu partout.

Au cours de la grande épidémie de grippe espagnole de 1918, des bénévoles de l'Ambulance Saint-Jean prirent soin des malades dans les hôpitaux et à la maison. Dans plusieurs petites villes, les bénévoles remplacèrent le personnel des hôpitaux frappé par la grippe.

Des bénévoles de l'Ambulance Saint-Jean se rendirent également dans un petit centre minier de l'Alberta où tous les mineurs souffraient de l'infection mortelle. En plus de soigner leurs patients, ces bénévoles coupaient du bois pour alimenter les feux et nettoyaient les baraques.

9

Les années vingt

Développement des services sociaux

et des organismes de santé AVEC LES ANNÉES VINGT, LE CANADA EST PASSÉ D'UNE SOCIÉTÉ AGRICOLE à une société urbaine et industrialisée. Bien que cette décennie ait connu un progrès économique et une prospérité matérielle, certains Canadiens demeuraient toujours dans le besoin. C'est ainsi qu'on fit de plus en plus pression sur le gouvernement pour qu'il prenne une plus grande part de responsabilités dans les domaines de la santé et du bien-être social.

L'agitation sociale qu'a connue le Canada à cette époque, comme en témoigne la grève générale de Winnipeg, a incité le gouvernement fédéral à intervenir pour la première fois dans le domaine de la sécurité du revenu. Divers programmes d'aide financière furent mis sur pied à l'intention des anciens combattants incapables de se trouver du travail après leur retour de la Première Guerre mondiale et des veuves et orphelins des soldats morts au combat.

Un programme national d'allocations pour les personnes âgées, établies en fonction des besoins, vit également le jour. Ce fut là la première étape d'une politique fédérale en matière de bien-être social.

Le nombre d'organismes bénévoles œuvrant dans le domaine de la santé et du service social continua d'augmenter au cours des années vingt, leurs membres jouant un rôle actif dans l'administration, les campagnes de financement et la prestation des services. Un certain nombre d'organismes religieux dans les grandes villes créèrent des centres d'hébergement pour les itinérants et les sans-abri. Bon nombre d'organismes bénévoles continuèrent au cours de cette période à prôner la réforme sociale.

Le Conseil canadien pour la sauvegarde de l'enfance fut créé en 1920 avec l'aide des sections locales du Conseil national des femmes et d'un certain nombre de paroisses protestantes. Organisé et dirigé par des bénévoles, le Conseil était un solide défenseur des droits des enfants. Il se préoccupait particulièrement du sort des enfants immigrants qui, étant pauvres ou orphelins, avaient été envoyés en grand nombre au Canada par le gouvernement britannique depuis la Confédération.

En 1926, le mandat du Conseil s'étendit à toutes les personnes défavorisées comme en témoigne le nom qu'il prit alors : Conseil canadien du bien-être social.

La Fédération des œuvres et campagnes collectives (qui devint plus tard Centraide) vit le jour au Canada en 1918 avec la création de la Fédération des services communautaires de Toronto. Au cours des années vingt, ce concept d'effort centralisé de sollicitation adopté par les organismes bénévoles de service social de Toronto s'implanta dans d'autres villes. Montréal et Winnipeg, par exemple, adoptèrent cette forme coopérative de collecte bénévole de fonds comme solution pratique à la prolifération des organismes de bienfaisance locaux et des appels à l'état.

10

La crise économique

Répondre à un urgent besoin

AVEC LE KRACH DE 1929 ET L'EFFONDREMENT DE L'ÉCONOMIE QUI S'ENSUIVIT, nombre d'usines fermèrent leurs portes. Beaucoup de personnes partout au pays se trouvèrent sans emploi. La situation fut aggravée par une sécheresse sans précédent dans les Prairies qui dura sept ans et qui causa de graves pénuries alimentaires et une migration massive des fermes vers les villes où l'on espérait trouver du travail.

Pendant cette décennie de temps durs, de nombreux Canadiens se trouvèrent sans le sou et sans nourriture, abri ni vêtements. Pour un grand nombre, l'économie chancelante fut une source de désespoir. Les quelques organismes publics œuvrant à soulager les démunis furent rapidement débordés, et de nombreuses administrations municipales (à qui cette responsabilité avait été dévolue) manquèrent pratiquement de fonds pour répondre à la demande. Le gouvernement fédéral réagit en créant des projets spéciaux et des camps de travail pour les chômeurs, mais cela ne suffit pas à répondre à un besoin criant.

Il incombait donc aux personnes bienveillantes, aux groupes religieux et aux organismes bénévoles tels que la Société canadienne de la Croix-Rouge de soulager les affamés et de secourir les sans-abri dans les années trente. Des groupes de bénévoles se formèrent spontanément d'un bout à l'autre du pays pour répondre aux besoins. Des soupes populaires et un système de bons permettant de se procurer du pain furent mis sur pied; des vêtements furent recueillis et distribués aux gens dans le besoin; diverses missions assurèrent le gîte aux hommes sans-abri. Toutes ces activités se concrétisèrent grâce à l'énergie de milliers de bénévoles.

Dans le domaine de la santé, le cancer était la maladie qui retenait l'attention du public au cours de cette période. En 1938, la Société canadienne du cancer fut créée pour sensibiliser le public à l'importance vitale de dépister et de traiter tôt la maladie.

Avec les années, la Société s'implanta dans de nombreuses collectivités du pays et elle commença à assurer des services directs aux personnes atteintes de cancer. Des bénévoles offraient une aide pratique et un soutien affectif aux personnes souffrant de cette maladie et à leur famille. Ils se rendaient dans les hôpitaux et les foyers, et accordaient une attention particulière aux personnes âgées et aux personnes seules.

11

Les deux guerres mondiales

Le rôle essentiel des bénévoles dans le soutien de l'effort de guerre

LES DEUX GUERRES MONDIALES ONT TÉMOIGNÉ DE FAÇON ÉVIDENTE DE LA CAPACITÉ DES CANADIENS, tant à titre de membres d'organismes bénévoles qu'à titre personnel, de se mobiliser en temps de crise.

La Première Guerre mondiale a donné lieu à une coopération sans précédent chez les principaux organismes de santé (particulièrement la Société canadienne de la Croix-Rouge et l'Ambulance Saint-Jean) pour soutenir l'effort de guerre au pays et en Europe. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la contribution de ces organismes bénévoles a été encore plus impressionnante.

Pendant les deux guerres, les bénévoles de l'Ambulance Saint-Jean ont activement soutenu l'effort de guerre au pays. Ce sont eux qui ont initié aux premiers soins tout le personnel militaire et les préposés à la défense civile de même que les civils. Ils ont préparé les civils engagés à la défense passive à des situations d'urgence possibles.

Ces bénévoles ont consacré de longues heures d'un service ardu aux soldats malades et blessés qui revenaient au pays en convalescence ou réformés, les raccompagnant même jusque chez eux. Ils ont également montré comment donner des soins à la maison et ils ont secondé le personnel infirmier dans les hôpitaux militaires et publiques à travers le pays.

Les bénévoles de l'Ambulance Saint-Jean ont aussi participé au mouvement de défense civile en temps de guerre. Des programmes importants visant à maintenir des systèmes civils d'avertissement et à initier les citoyens aux techniques de survie furent organisés et dirigés exclusivement par des bénévoles.

Plus tard, au début de la guerre froide qui suivit la Seconde Guerre mondiale, tandis que les Canadiens avaient encore frais en mémoire les mesures d'urgence et la défense civile, les bénévoles de l'Ambulance Saint-Jean s'efforcèrent de préparer les citoyens aux horreurs d'un holocauste nucléaire.

En Europe, les bénévoles travaillèrent avec la Croix-Rouge canadienne pour soulager les victimes civiles des pays déchirés par la guerre. L'Ambulance Saint-Jean organisa et forma des détachements d'aide volontaire dont les membres venaient de brigades bénévoles de l'ensemble du Canada. Les bénévoles des détachements servaient dans les abris antiaériens, les camps de prisonniers de guerre et les ambulances chirurgicales, ainsi que dans les hôpitaux tant militaires que civils de l'Europe et de l'Asie de l'est.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, la plupart des bénévoles étaient des femmes, les hommes étant de plus en plus appelés sous les drapeaux. Dans les grandes villes comme Montréal, Toronto, Winnipeg et Vancouver, des services bénévoles de femmes furent mis sur pied pour soutenir l'effort de guerre. Les bénévoles dirigeaient les garderies réservées aux enfants des femmes employées dans les industries militaires, et recueillaient des vêtements pour les civils victimes de la guerre en Europe. Ils secondaient également le personnel des bureaux du service de guerre et travaillaient dans les cliniques d'urgence de donneurs de sang dirigées par la

Société canadienne de la Croix-Rouge.

Les deux guerres mondiales et la crise économique qui s'est produite dans l'intervalle ont montré de façon spectaculaire que l'homme était vulnérable et qu'il fallait s'entraider. Au cours de ces trois décennies, des milliers de Canadiens auparavant autonomes, particulièrement des anciens combattants devenus malades ou handicapés ou incapables de trouver du travail, et des fermiers qui avaient perdu leur terre, se trouvèrent dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles.

Cette prise de conscience finit par conduire à la création de notre système contemporain de soins de la santé et de services sociaux où un vaste réseau d'organismes bénévoles complètent et améliorent considérablement les programmes et les services offerts par l'état.

12

Les années d'après-guerre

Nouvelles attentes face au rôle du gouvernement et création de nouveaux organismes bénévoles

APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE, L'INDUSTRIE ET L'ÉCONOMIE CONNurent UNE CROISSANCE DYNAMIQUE. Le niveau de vie augmenta de façon spectaculaire et notre société s'urbanisa davantage. Pendant cette période, l'explosion démographique et une forte vague d'immigration firent augmenter considérablement la population canadienne.

Malgré cette ère de prospérité, les Canadiens restèrent marqués par la privation et l'anxiété qu'ils avaient connues pendant la crise. Ils aspiraient à la sécurité et voulaient avoir l'assurance qu'une catastrophe de cette envergure ne se reproduirait jamais. Il s'ensuivit un engagement sans précédent du gouvernement dans les domaines du bien-être, de la santé et de l'éducation.

La crise avait donné une nouvelle orientation aux luttes politiques et économiques du pays et était dans une large mesure à l'origine de la demande d'une plus grande intervention de l'état dans les soins de la santé et le bien-être social. On reconnaissait aussi de plus en plus l'ampleur et les conséquences de la maladie et de la pauvreté.

Des changements énormes se produisirent dans les années d'après-guerre lorsque les gouvernements commencèrent à réagir aux pressions des groupes de défense bénévoles en assumant un rôle plus important dans les domaines de la santé et du bien-être social au Canada.

Après la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement commença à se charger d'un large éventail de services qui étaient auparavant assurés par des organismes privés et rendus par des bénévoles.

Ce fut le commencement de la politique moderne du Canada en matière de bien-être social. En 1940, le gouvernement fédéral avait établi un système d'assurance-chômage; en 1945, il introduisit le programme universel d'allocations familiales qui garantissait aux familles un supplément mensuel de revenu selon le nombre d'enfants. à la fin des années quarante, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique commencèrent à offrir des régimes limités d'assurance-santé.

Puis, au cours des années cinquante, le gouvernement fédéral instaura le programme universel de sécurité du revenu pour les personnes âgées et élargit son programme d'aide aux personnes frappées d'incapacité ou d'handicaps.

Cependant, malgré la nouvelle législation en matière de bien-être social tant au fédéral qu'au provincial, on continua d'avoir grand besoin de bénévoles après la guerre. Les organismes proliférèrent encore et offrirent de nouveaux types de services.

Avec les nombreuses demandes de dons de charité en temps de guerre, la Fédération des œuvres (Centraide) se fit de plus en plus présente dans les centres urbains au cours de la décennie qui suivit la Seconde Guerre mondiale, traduisant ainsi les besoins grandissants des organismes de service social.

Les bénévoles poursuivirent leur rôle de défenseurs des causes sociales, incitant les

gouvernements à mettre en place de nouvelles mesures qui amélioreraient le bien-être social des Canadiens.

Ayant vu le jour à Vancouver en 1931, la Société John Howard prit de l'ampleur après la Seconde Guerre mondiale avec la création de sections locales dans chaque région. Les bénévoles de cette société œuvraient auprès des ex- détenus, répondant à leurs besoins élémentaires et leur offrant même une assistance socio-psychologique et une orientation professionnelle. Ils s'occupaient également de la prévention du crime et exerçaient des pressions pour que des réformes soient apportées au système judiciaire.

Au cours des années quarante et au début des années cinquante, des sections de la Société Elizabeth Fry virent le jour en Colombie-Britannique et en Ontario pour aider les filles et les femmes se trouvant en contravention de la loi. Les bénévoles offraient aux femmes en prison, en libération conditionnelle, en probation ou en phase de réinsertion sociale une aide affective individuelle, leur transmettaient des connaissances pratiques et leur assuraient un enseignement élémentaire.

Les membres de cette société réclamaient également des changements au système judiciaire, notamment en ce qui portait atteinte à la vie des femmes.

En 1947, la Société canadienne de la Croix- Rouge, appuyée par les bénévoles de la Brigade de l'Ambulance St-Jean, mit sur pied ses cliniques de donneurs de sang afin de fournir gratuitement du sang et ses composantes aux patients de tous les hôpitaux canadiens.

Ce système propre au Canada repose toujours sur les bénévoles qui donnent du sang et qui dirigent les cliniques dans les villes du pays.

Vers la fin des années quarante et au cours des années cinquante, d'importants organismes nationaux bénévoles oeuvrant dans le domaine de la santé ont été créés : la Société d'Arthrite (1948), la Société canadienne de la sclérose en plaques (1948), la Société canadienne de l'hémophilie (1953), l'Association canadienne du diabète (1953), la Fondation des maladies du cœur du Canada (1957) et la Fondation canadienne de la fibrose kystique (1959).

L'objectif premier de ces organismes était d'appuyer et d'encourager la recherche médicale dans leur champ d'action respectif, de sensibiliser davantage le public à l'importance de diagnostiquer et de traiter tôt la maladie en question et d'offrir une aide affective ainsi que des services essentiels aux personnes touchées. Des sections de ces organismes ayant vu le jour partout au pays, les bénévoles sont demeurés particulièrement actifs auprès des patients et dans les collectes de fonds pour la recherche.

13

Des années soixante aux années quatre-vingt

Mobilisation en vue d'un changement social et création de nouveaux types d'organismes bénévoles

LA VAGUE DE PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE SE POURSUIVIT AU COURS DES ANNÉES SOIXANTE. Conformément aux nouvelles priorités de la société, la participation du gouvernement aux services sociaux et aux soins de la santé évolua rapidement.

Pendant cette période, le Québec se lança dans une réorganisation complète des services de santé et des services sociaux afin d'en assurer l'égalité d'accès à tous les citoyens, sans égard à leur statut social, à leur lieu de résidence ou à leur religion.

Ce nouveau modèle prévoyait des services subventionnés par l'état et administrés par des organismes locaux régis par des conseils d'administration dont les membres étaient choisis par la collectivité. Ce système remplaça les structures paroissiales traditionnelles où l'on s'occupait des problèmes de pauvreté et de santé des travailleurs.

Les années soixante ont également vu le gouvernement fédéral prendre des mesures plus importantes dans les domaines des soins de la santé et du bien-être social.

Le Régime de pension du Canada, système d'assurance sociale à l'intention des personnes à la retraite, des veufs et veuves et des personnes souffrant d'incapacité permanente, a été introduit en 1966 (le Régime de rentes du Québec, instauré en même temps, assurait une couverture similaire aux Québécois).

Le Régime d'assistance publique du Canada appliquait le système fédéral de frais partagés aux programmes provinciaux de bien-être social.

Enfin, l'amélioration du bien-être social amorcée au cours des années quarante a culminé avec l'adoption d'un programme d'assurance médicale subventionné par le fédéral en 1968.

La fin des années soixante et le début des années soixante-dix ont été marqués par les mouvements de citoyens qui s'intéressaient aux questions sociales essentielles de l'époque. Il est évident que ce bénévolat axé sur le changement a modelé le milieu socio-culturel que nous connaissons aujourd'hui.

Les défenseurs des questions sociales n'ont rien ménagé pour gagner l'appui du public à la cause des personnes désavantagées. Des groupes de femmes partout au pays ont mobilisé leurs membres pour obtenir une reconnaissance, qui tardait depuis longtemps selon eux, des droits légaux des femmes et une redéfinition du statut des femmes dans la société canadienne. Des groupes de bénévoles ont fait des pressions pour qu'au nom de la justice sociale les personnes handicapées puissent participer plus activement au courant dominant de la vie canadienne et faire valoir leurs points de vue en ce qui touche les services et les politiques qui les concernent.

Parallèlement, Greenpeace, né à Vancouver en 1970 d'un petit groupe de citoyens conscients, commença à s'opposer aux essais nucléaires menés dans le Pacifique.

Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, les organisations autochtones ont connu une

croissance phénoménale au Canada. Nombre de groupes locaux furent revitalisés, tandis que de nouvelles organisations de bénévoles virent le jour dans les territoires et les provinces ainsi qu'au niveau national pour faire face aux problèmes communs. Des pressions s'exercèrent sur le gouvernement afin qu'il améliore les droits fondamentaux et les chances des autochtones.

D'autres bénévoles s'employèrent à assurer la survie des langues et de la culture autochtones partout au pays. Par exemple, pour aider à préserver l'identité et la culture autochtones et pour joindre les habitants des régions éloignées, les organisations autochtones commencèrent à publier leurs propres journaux et à diffuser leurs propres émissions de radio et de télévision par satellite.

Des centres d'accueil furent créés à l'intention des personnes d'origine autochtone dans de nombreuses villes afin qu'elles puissent se rencontrer et s'aider mutuellement à affronter l'aliénation, la discrimination raciale et la pauvreté qui étaient le lot de bon nombre en milieu urbain. Certains bénévoles offraient des services de counselling et dispensaient de l'information sur les cours de formation et la recherche d'un emploi; d'autres organisaient des manifestations culturelles, de même que des activités sportives et récréatives.

Cette époque a connu un accroissement de l'activité bénévole partout au Canada. Des centres d'action bénévole furent créés dans bon nombre de villes. (Le premier centre ouvrit ses portes à Montréal en 1937.) Leur mandat était de soutenir le secteur bénévole et de consolider la base du bénévolat dans leur collectivité en recrutant, formant et présentant des bénévoles et en faisant connaître le concept de l'action bénévole.

Dans les années quatre-vingt, on a assisté à une diminution du rôle du gouvernement dans la prestation des services sociaux en raison d'importantes restrictions financières. En même temps, la demande de services sociaux s'est multipliée.

Les bénévoles ont répondu aux besoins insatisfaits venus d'un peu partout et, des préoccupations particulières se transformant en priorités, de nouveaux types d'organismes bénévoles ont vu le jour : banques alimentaires, soupes populaires, refuges d'urgence, maisons d'hébergement pour les femmes battues et leurs enfants, centres détresse-secours, lignes directes et maisons d'accueil en plein centre-ville pour venir en aide aux « de la rue ».

Un mouvement innovateur appelé Chantiers jeunesse a vu le jour à Québec en 1982. Des bénévoles âgés de 17 à 25 ans consacrent plus de 30 heures par semaine à des projets spéciaux d'une durée d'un à douze mois. œuvrant ensemble dans une collectivité, ces jeunes adultes planifient et réalisent des projets comme l'aménagement d'un parc ou la restauration d'un édifice patrimonial. En plus de renforcer leur esprit de service, ces projets bénévoles enrichissent l'expérience de vie de ces jeunes adultes, leur donnent une plus grande confiance en eux et leur permettent d'acquérir de nouvelles compétences.

Le sida constitue une importante crise dans le monde médical de la fin des années quatre-vingt et du début des années quatre-vingt-dix. De nouveaux groupes et réseaux de bénévoles se sont constitués dans chaque région du pays pour faire des pressions afin qu'on lance des campagnes d'éducation du public et qu'on recueille des fonds pour la recherche, pour organiser des groupes de soutien à l'intention des personnes atteintes du SIDA et pour défendre les droits des personnes séropositives.

Comme les personnes atteintes d'hémophilie s'inquiétaient particulièrement de la qualité des produits transfusés et de la menace que représentait pour eux le sida, la Société canadienne de l'hémophilie s'intéressa rapidement à cette question. Appuyée par un important noyau de bénévoles, la Société encourage la recherche sur le SIDA, a mis au point du matériel éducatif et

offre des services conseils à ses membres qui ont contracté le SIDA.

La diversité culturelle

Assurer la pleine et entière participation des nouveaux venus à la vie canadienne

CE N'EST QUE DANS LES ANNÉES SOIXANTE QUE LE GOUVERNEMENT COMMENÇA à S'OCCUPER de façon importante des besoins des immigrants arrivant dans les villes canadiennes.

Avant cela, c'était des groupes de bénévoles qui pourvoyaient aux besoins des immigrants, charge très difficile en périodes de forte immigration. Ces bénévoles, dont un bon nombre étaient affiliés à des organismes religieux, s'occupaient d'enseigner la langue du pays, d'assurer des services de traduction, de renseigner les immigrants sur les programmes offerts par le gouvernement et de fournir d'autres services aux nouveaux Canadiens.

Aujourd'hui, le secteur bénévole demeure actif auprès des immigrants. Une multitude de groupes bénévoles partout au pays aident les immigrants à s'adapter à leur patrie d'adoption en répondant à leurs besoins immédiats et à long terme afin qu'ils puissent bien s'intégrer dans notre société.

Ces groupes aident les nouveaux Canadiens à comprendre bon nombre d'aspects de la vie canadienne, de la déclaration de revenu aux responsabilités civiques. Ils enseignent l'anglais ou le français, résolvent les problèmes d'immigration, montrent aux immigrants comment trouver du travail. Ils s'efforcent également d'améliorer la compréhension interculturelle et d'éliminer le racisme de notre société.

Les organismes religieux continuent d'assurer des services aux nouveaux Canadiens, particulièrement aux membres de leur confession. à titre d'exemple, citons les Services canadiens d'assistance aux immigrants juifs, la Société catholique d'aide aux immigrants et les Services d'accueil aux voyageurs et aux immigrants (savi) à Montréal.

Les associations ethno-culturelles viennent aussi souvent en aide aux nouveaux membres de leurs collectivités. Un exemple bien connu est le costi qui aide les immigrants italiens dans le sud de l'Ontario.

Un excellent exemple d'une organisation communautaire dans ce domaine est celui de la Multilingual Orientation Services Association for Immigrant Communities. Depuis plus de 20 ans, mosaic assure un large éventail de services aux immigrants et aux réfugiés de la région de Vancouver pour les aider à maîtriser la langue et à éliminer les barrières culturelles, et leur permettre ainsi de mieux s'intégrer.

Mosaic repose depuis bon nombre d'années sur ses 400 bénévoles qui assurent des services d'interprétation dans 70 langues et qui offrent même un service d'urgence 24 heures sur 24. Ses interprètes accompagnent leurs clients aux bureaux du gouvernement, dans les écoles, les hôpitaux ou les postes de police, selon les besoins de chacun.

En outre, des bénévoles appartenant à diverses organisations œuvrant pour les groupes ethnoculturels, les minorités visibles, les relations raciales et la justice sociale travaillent main dans la main pour donner à des gens de tous les milieux la possibilité de s'occuper de

préoccupations sociales, culturelles et économiques communes. Bien que certaines activités soient admissibles à un financement public, c'est surtout grâce au dévouement de leurs bénévoles que ces organisations peuvent répondre à de réels besoins.

L'organisation multiculturelle la mieux connue est le Conseil ethnoculturel du Canada. Fondé en 1980, il encadre quelque 37 organisations ethnoculturelles nationales. Ses objectifs consistent à dégager un consensus autour de questions qui touchent particulièrement les communautés ethnoculturelles, à se faire le porte-parole des milieux ethnoculturels et à prôner des changements sociaux afin que les Canadiens bénéficient tous des mêmes droits et possibilités, sans égard à leur origine.

Font partie du Conseil ethnoculturel du Canada des communautés bien implantées au pays et représentées par des groupes tels le Congrès juif canadien et le Conseil national des Canadiens chinois, mais aussi des groupes plus récents comme la *Federation of Lao Associations of Canada* et l'*United Council of Filipino Associations of Canada*.

Tous ces organismes cherchent à promouvoir la compréhension interculturelle. Ils peuvent aussi s'intéresser à des questions particulières, comme les besoins des personnes âgées dans leurs communautés, l'éducation des jeunes et l'isolement des immigrantes.

Les personnes qui sont victimes de discrimination dans la société canadienne connaissent mieux que quiconque les différents types d'obstacles systémiques. C'est pourquoi elles sont les mieux placées pour proposer des façons d'éliminer ces obstacles. Les bénévoles au service des coalitions pour les relations raciales, des organisations de minorités visibles et d'associations pluriconfessionnelles s'aident mutuellement à assurer chez tous les Canadiens l'éclosion d'un véritable sentiment d'appartenance.

Il existe au Canada de nombreux organismes bénévoles qui se sont donné pour mission d'œuvrer à l'harmonie raciale et d'assurer la pleine égalité à tous les Canadiens, quelle que soit leur origine. C'est dans les grandes villes qu'ils sont le mieux enracinés dans le milieu.

À Vancouver, la *Society for Racial Justice* a été fondée en 1981 pour combattre le racisme, préserver la dignité humaine, promouvoir la compréhension et faire valoir auprès des gouvernements les préoccupations de ses membres.

À Toronto, l'*Urban Alliance on Race Relations* s'efforce depuis 1975 d'améliorer les relations interraciales au moyen d'activités de sensibilisation publique, de recherche et de représentation.

De même, le Centre de recherche-action sur les relations raciales (CRARR), qui a ouvert ses portes en 1983 à Montréal, est voué à la promotion de l'harmonie raciale et de l'égalité des chances pour les minorités visibles dans toutes les sphères d'activité au Canada. Ses bénévoles œuvrent activement dans des domaines tels que les relations entre la police et les communautés, l'accès aux services, l'équité en matière d'emploi et la représentation des minorités visibles dans les médias.

15

De par le monde

Aider les pays en voie de développement

C'EST IMMÉDIATEMENT APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE QUE LE CANADA A COMMENCÉ À reconnaître l'obligation qu'il avait en qualité de pays riche d'aider les pays pauvres ou sinistrés. Dès la période de reconstruction d'après-guerre en Europe, le Canada a élaboré des programmes d'aide internationale et de développement social qui sont respectés partout dans le monde.

Cependant, les organismes bénévoles canadiens étaient déjà actifs dans les pays en voie de développement bien avant que le gouvernement du Canada n'y fasse son apparition. Les organisations ethnoculturelles ont souvent été les premières à intervenir en cas de crise dans leurs pays d'origine. Mais, l'appui des Canadiens en pareilles circonstances n'est en aucune façon limité à ceux qui partagent une même origine ethnique.

Le YMCA, par exemple, s'intéressait au développement international depuis 1889, et des missionnaires canadiens de diverses confessions travaillaient déjà à l'étranger avant le début du siècle.

Dans les années qui suivirent immédiatement la Seconde Guerre mondiale, un certain nombre d'organismes de secours et d'aide aux réfugiés furent créés au Canada. Beaucoup d'entre eux étaient surtout des sections de collecte de fonds d'organisations charitables étrangères, habituellement britanniques ou américaines : CARE (anciennement la *Committee for American Relief in Europe*), Plan de parrainage du Canada et Vision mondiale Canada, pour n'en nommer que quelques-unes.

C'est au cours des années soixante que les organisations bénévoles de développement ont vu le jour. Des organismes canadiens tels que CUSO/SUCO furent créés et commencèrent à envoyer des bénévoles dans les pays en voie de développement.

Au même moment, bon nombre d'agences canadiennes d'organisations étrangères relâchèrent leurs liens ou coupèrent même les ponts avec la société mère (ce fut notamment le cas d'OXFAM Canada, anciennement l'Oxford University Committee for Famine Relief, et d'Aide à l'enfance - Canada). La création du Conseil canadien pour la coopération internationale fut la première étape devant aboutir à un effort de coopération officiel.

L'intérêt des Canadiens ordinaires pour le développement international et leur contribution à ce chapitre au cours des années soixante tiennent au fait que le Canada fut l'un des premiers pays occidentaux à verser une aide financière directe aux organismes de développement bénévole sous forme de subventions correspondant au total des dons privés.

Cette période de croissance des organismes canadiens se poursuivit au cours des années soixante-dix lorsque ceux-ci se démarquèrent définitivement de leurs homologues étrangers. D'autres organismes d'aide canadiens furent créés au cours des années quatre-vingt, bon nombre en réponse aux famines qui sévissaient en Afrique.

Outre les grands organismes de développement au Canada, il existe beaucoup d'organismes

locaux et régionaux, particulièrement au Québec et dans les Prairies (par exemple, le Comité de Solidarité tiers-monde et la *Christian Farmers' Federation of Alberta*).

Alors que l'aide canadienne aux pays en voie de développement s'est éloignée de ses origines missionnaires, des organisations religieuses telles que le *Mennonite Central Committee* demeurent très actives, et il existe de nombreux comités inter-confessionnels.

Même si les agences de développement diffèrent beaucoup de par leur taille et leurs objectifs, la plupart sont nées d'une vive préoccupation pour le bien des peuples de la terre œ nourrir les affamés, secourir les malades, aider les réfugiés et les autres personnes en détresse, assurer un enseignement de base, aider une collectivité à résoudre ses problèmes ou fournir des secours à la suite d'un désastre naturel ou d'une famine.

Les agences de développement peuvent poursuivre l'un des buts suivants : répondre aux besoins des populations des pays pauvres, sensibiliser les Canadiens au développement international et obtenir leur aide à ce chapitre, et favoriser les politiques gouvernementales qui conduisent à l'établissement d'un ordre mondial juste et pacifique.

Répondant à des besoins pressants de la base, ces agences traitent directement avec les collectivités et les habitants des pays en voie de développement au lieu de suivre la filière du gouvernement et des institutions officielles. Elles peuvent ainsi atteindre les groupes dans le besoin qu'il leur serait peut-être impossible de rejoindre autrement.

Ces dernières années, par exemple, les réactions du peuple canadien aux famines qu'ont connues le Biafra, le Bangladesh, l'éthiopie et le Soudan, à la situation difficile des réfugiés de la mer et aux grands tremblements de terre au Mexique, en Italie et en Chine ont montré que les Canadiens savaient faire preuve de compassion pour les victimes de tragédie. Nos organismes bénévoles furent parmi les premiers à réagir et à envoyer argent, nourriture, matériel et bénévoles.

Les agences canadiennes et leurs bénévoles occupent une place importante sur la scène internationale et leurs réalisations sont notoires. Des organismes tels que l'Organisation canadienne pour l'éducation au service du développement (OCED) font figure de chefs de file et de concepteurs de méthodes pédagogiques novatrices dans les pays en voie de développement.

16

Lorsque frappe la catastrophe

Le rôle crucial des bénévoles à l'occasion d'un désastre et en situation d'urgence

EN 1945, UNE COMBUSTION SPONTANÉE PROVOQUA UNE VIOLENTE EXPLOSION qui détruisit un énorme élévateur à grains de Port Arthur en Ontario, tuant 20 personnes et emprisonnant de nombreux travailleurs blessés.

Des pluies incessantes et inhabituellement abondantes au printemps de 1949 ont fait déborder le fleuve Fraser en Colombie-Britannique, qui inonda ainsi une bonne partie du territoire et menaça des vies et des foyers.

À Springhill (Nouvelle-Écosse), en 1956, une explosion dans une mine de charbon tua cinq mineurs et en blessa 118 autres qui restèrent emprisonnés sous terre. Dans la même mine, deux ans plus tard, un effondrement emprisonna 174 ouvriers.

Plus près de nous, en 1979, un train chargé de produits chimiques a déraillé en banlieue de Mississauga dans le sud de l'Ontario, provoquant des fuites de chlore gazeux dont la nature létale a nécessité l'évacuation immédiate de la population de cette grande ville.

En 1987, une violente tornade a balayé la ville d'Edmonton, semant la destruction sur son passage et laissant un grand nombre de personnes sans abri.

Lorsqu'une collectivité au Canada est frappée par une catastrophe, une foule de bénévoles se rendent sur place, prêts à fournir une aide précieuse aux victimes et à rétablir l'ordre.

Qu'il s'agisse de désastres d'envergure qui retiennent l'attention des médias du pays ou de milliers de situations d'urgence de moindre ampleur qui se produisent chaque année au Canada, des bénévoles dévoués et bien entraînés d'organismes tels que la Société canadienne de la Croix-Rouge, de l'Ambulance Saint-Jean, de l'Armée du Salut et du Mennonite Disaster Service sont toujours sur place. Ces bénévoles sont le pivot du système d'aide en cas de désastres au Canada.

Les bénévoles s'occupent avant tout de répondre aux besoins essentiels à la survie des victimes : recherche et sauvetage, aide médicale d'urgence, nourriture, abri temporaire et vêtements. D'autres services d'aide sont également offerts : assistance psychologique aux victimes ou aux familles et amis des victimes, transport des personnes évacuées vers des abris temporaires, distribution de literie dans les abris d'urgence, localisation des personnes disparues et services de garderie temporaires.

Un excellent exemple du travail inestimable de ces bénévoles qualifiés nous a été donné en 1942 dans la ville d'Almonte (Ontario) où s'est produit l'un des pires accidents ferroviaires de l'histoire du Canada. Trois voitures de passagers furent démolies, tuant 27 personnes et en blessant 150 autres. Des bénévoles de l'Ambulance Saint-Jean et de la Croix-Rouge furent dépêchés sur les lieux pour prendre soin des blessés et s'occuper des cadavres. À l'aide de civières et de lits de fortune, ces bénévoles ont aménagé un hôpital d'urgence et ont accompagné les blessés graves aux hôpitaux d'Ottawa à 40 milles de là.

Fondée en 1896, la Société canadienne de la Croix-Rouge compte sur un réseau de bénévoles à la grandeur du pays qui sont prêts à se mobiliser en cas d'urgence. Ils assurent des soins médicaux d'urgence, offrent des abris temporaires et répondent à d'autres besoins élémentaires; les familles qui s'inquiètent de la sécurité d'un des leurs et qui ignorent où il se trouve s'adressent également à ces bénévoles.

De même, les membres en uniforme de l'Ambulance Saint-Jean, qui a été fondée au Canada en 1897 et qui se compose exclusivement de bénévoles, sont toujours prêts à répondre aux situations d'urgence et à venir en aide aux victimes de désastres.

Depuis leur première prestation publique en 1881, les membres de l'Ambulance Saint-Jean (qui sont maintenant près de 11 000 au pays), ont donné bénévolement de leur temps pour assurer des soins médicaux d'urgence dans les villes et villages du Canada.

À l'occasion de grands rassemblements œ qu'il s'agisse d'importants événements annuels comme le Stampede de Calgary, la Canadian National Exhibition de Toronto ou Expo Québec, ou de foires, d'événements sportifs ou autres événements spéciaux de moindre envergure partout au Canada œ on peut voir l'uniforme noir et blanc caractéristique de l'Ambulance Saint- Jean. Ces bénévoles sont toujours prêts à agir en cas de blessures ou de maladies soudaines.

Depuis 1956, le Mennonite Disaster Service of Canada s'occupe de sauvetage et de reconstruction au Canada à la suite d'un désastre. Ce service repose sur un réseau unique de bénévoles des provinces de l'Ouest et de l'Ontario qui viennent, sans préavis et souvent de loin, prêter main-forte à des étrangers.

Ces bénévoles se chargent de tâches peu enviables comme nettoyer les maisons remplies de boue et fouiller les décombres. Ils fournissent également de la nourriture et des vêtements aux victimes et une aide affective au besoin. Une fois le travail de nettoyage terminé, il arrive souvent que des bénévoles de ce service passent des mois au sein d'une collectivité à réparer les maisons des victimes handicapées, âgées ou pauvres.

Les pompiers volontaires sont une réalité de bon nombre de petites villes et villages (ce qui peut surprendre ceux qui ont toujours vécu dans des grandes villes). Au Canada aujourd'hui, on compte environ 94 000 pompiers volontaires entraînés, soit 80 p. 100 des forces de lutte contre les incendies du pays. Un grand nombre de ces pompiers volontaires participent également aux opérations de recherche et sauvetage.

Lorsqu'un désastre se produit, les victimes reçoivent aussi de l'aide et de l'encouragement d'un bon nombre d'autres bénévoles de l'endroit et des groupes religieux. Des pilotes privés se chargent des opérations de recherche et de sauvetage; des opérateurs de radio amateur assurent une liaison vitale, et certains demeurent continuellement à l'affût de changements météorologiques imprévisibles et soudains. Il y a aussi beaucoup de personnes qui n'ont jamais fait partie de groupes de bénévoles et qui, en situation d'urgence, désirent apporter leur aide.

Le bénévolat, source de changement

à la défense des droits des personnes handicapées

JUSQU'À TOUT RÉCEMMENT, LES PRÉJUGÉS ET LA DISCRIMINATION à l'égard des personnes souffrant de handicaps étaient chose courante dans notre société. On s'apitoyait sur les personnes handicapées et on les considérait uniquement en fonction de leurs incapacités. L'exclusion sociale était la règle et non l'exception.

Les personnes ayant une déficience physique et celles ayant d'autres handicaps n'avaient pas le droit d'adopter d'enfant. Les parents handicapés par un retard de développement se voyaient retirer la garde de leurs enfants sans qu'on tienne compte de la mesure dans laquelle le handicap affectait leur capacité d'élever leurs enfants. Les femmes et les filles ayant un handicap intellectuel étaient automatiquement stérilisées.

Bon nombre de personnes handicapées étaient confinées dans des institutions et avaient peu de contact avec le monde extérieur. D'autres passaient leur vie entière cantonnés dans des ateliers protégés, gagnant une maigre pitance et n'ayant aucune perspective d'emploi. Si les enfants handicapés étaient acceptés dans les systèmes d'éducation publique, ils fréquentaient habituellement des écoles spéciales. Quelles que fussent leurs compétences, les personnes souffrant d'épilepsie pouvaient se voir refuser un emploi et un cheminement de carrière dans l'enseignement et en médecine.

Au début des années soixante-dix, des groupes œuvrant à la défense des droits des personnes handicapées se sont réunis pour dénoncer l'attitude d'exclusion sociale dont ces personnes souffraient depuis toujours. Des bénévoles engagés ont travaillé sans relâche à l'avancement de politiques qui permettraient aux enfants et aux adultes handicapés de vivre, d'apprendre, de travailler et de jouer dans un milieu «normal» et de s'intégrer dans la vie courante au même titre que les Canadiens non- handicapés.

L'Association canadienne pour l'intégration communautaire, par exemple, a été formée dans les années 1950 par un groupe de parents d'enfants handicapés par un retard de développement. Comme l'indique le retrait de l'expression «éficents mentaux» de son appellation officielle en 1985, cette association a considérablement modifié son champ d'action. Aujourd'hui, grâce à ses nombreux bénévoles à travers le pays, elle travaille avec des familles, le gouvernement, des éducateurs, l'industrie et le public en général pour changer des systèmes qui ont toujours exclus les personnes handicapées par un retard de développement.

L'engagement et la détermination de groupes de bénévoles comme l'Association canadienne pour l'intégration communautaire et la Coalition des organisations provinciales des handicapés (organisation nationale regroupant différents types de handicap), ont permis de faire reconnaître légalement les droits des personnes handicapées grâce à l'adoption, en 1982, de la Charte des droits et libertés.

Aujourd'hui, la société accepte de plus en plus la présence des personnes handicapées dans des domaines de la vie courante tels que l'éducation, le logement et l'emploi. Les personnes

handicapées quittent les institutions et retournent dans leur foyer et leur collectivité. Les enfants handicapés sont intégrés dans les écoles publiques et, dans certains cas, fréquentent même les classes régulières.

Avec l'établissement de foyers de groupe, de centres locaux de formation et de services sociaux dans les collectivités, notamment dans les régions plus peuplées, les adultes handicapés sont maintenant encouragés à demeurer dans leur collectivité.

L'accessibilité au soutien technique et à d'autres types d'aide permet à plus de personnes handicapées d'entrer sur le marché du travail. Il est de plus en plus reconnu que les édifices publics doivent offrir une facilité d'accès aux personnes à mobilité réduite. Les systèmes de transport adaptés dans les grandes villes offrent à ces personnes une plus grande liberté de déplacement.

La situation des Canadiens handicapés s'est améliorée ces dernières années, mais bon nombre de barrières sociales et économiques restent encore à abattre. Les mythes disparaissent lentement, mais la situation de nombreuses personnes handicapées est encore synonyme de pauvreté et de marginalité par rapport à la structure économique de nos collectivités.

De nombreuses organisations dirigées par des bénévoles et représentant les personnes handicapées à l'échelle nationale, régionale et communautaire font des pressions afin que leurs membres aient des chances égales d'emploi et que les enfants handicapés bénéficiant de l'intégration et d'une éducation de qualité deviennent des membres à part entière de la société.

L'action bénévole

Travailler ensemble pour améliorer la qualité de vie des Canadiens

CHERCHANT À RÉPONDRE AUX BESOINS DES AUTRES, LES BÉNÉVOLES ET LES ORGANISMES pour qui ils travaillent incarnent le principe de la responsabilité collective et traduisent l'idéal du pluralisme. Enracinés dans la collectivité, les bénévoles ont toujours su reconnaître les besoins des autres et y répondre. Bon nombre des programmes et des services qu'ils ont mis sur pied dans les domaines de la santé et des services sociaux étaient si essentiels au bien-être de la nation que le gouvernement en a assumé la responsabilité avec le temps.

Dans toute l'histoire du Canada, les mouvements dirigés par des bénévoles ont eu une incidence considérable sur les attitudes des citoyens et la politique de l'état. En raison de leur travail acharné et de leur engagement envers leur cause, les groupes qui s'occupent par exemple de l'aide à l'enfance, de l'égalité des femmes et des droits des personnes handicapées ont réussi à convaincre une partie importante de l'opinion publique que des changements s'imposaient. La justice et l'égalité sont aujourd'hui des valeurs solidement implantées dans notre société.

Les Canadiens acceptent maintenant qu'à titre de citoyen, chacun peut s'attendre à recevoir l'aide de la société en périodes de besoin, qu'il s'agisse d'une aide venant du gouvernement ou d'un organisme bénévole.

Les 125 années d'existence du Canada ont été marquées par des changements radicaux de la société et de ses institutions. Toutefois, les bénévoles canadiens n'ont jamais cessé, depuis le début, de se dévouer pour améliorer la vie des citoyens.

Les qualités qui ont toujours caractérisé les Canadiens, c'est-à-dire le souci constant de l'autre et l'engagement dans diverses causes, se traduisent différemment face aux défis qui se posent aujourd'hui et dans notre cheminement vers le 21^e siècle. En fait, le désir de faire de l'action bénévole a toujours été une valeur fondamentale des Canadiens -- le sceau d'une société démocratique et humanitaire.

Sources

- Armitage, Andrew. *Social Welfare in Canada : Ideals and Reality*. Toronto : McClelland and Stewart, 1975.
- Bellamy, Donald. "Social Welfare in Canada" dans *l'Encyclopedia of Social Work*. New York : National Association of Social Workers, 1965.
- Brodhead, Tim et Brent Herbert Copley. *Bridges of Hope? Canadian Voluntary Agencies and the Third World*. Ottawa : North-South Institute, 1988.
- Burnet, Jean R et Howard Palmer. *"Les Canadiens de demain" : une introduction à l'histoire des peuples du Canada*. Toronto : McClelland and Stewart, 1988.
- Clark, Samuel D et autres (éditeurs). *Prophesy and Protect : Social Movements in Twentieth Century Canada*. Toronto : Gage Educational Publishing, 1975.
- Con, Harry et autres. *De la Chine au Canada : Histoire des communautés chinoises au Canada*. Toronto : McClelland and Stewart, 1983.
- Dreisziger, NF et autres. *Lutte et espoir : l'expérience des Canadiens hongrois*. Toronto : McClelland and Stewart, 1982.
- Duchesne, Doreen. *Donner sans compter : les bénévoles au Canada*, rapport analytique sur le travail n° 4. Ottawa, Statistique Canada. Aperçu statistique pour l'enquête sur le bénévolat au Canada parrainée par le Secrétariat d'état / Multiculturalisme et Citoyenneté Canada.
- Galloway, Strome. *La Croix blanche au Canada, 1883- 1983 : histoire de l'Ambulance Saint-Jean*. Ottawa, L'Ambulance Saint-Jean, 1983.
- Lapointe-Roy, Huguette. *Charité bien ordonnée : Le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au 19e siècle*. Montréal, les éditions du Boréal, 1987.
- Lesemann, Frédéric. *Du pain et des services : La réforme de la santé et des services sociaux au Québec*. Laval (Québec), éditions coopératives A. Saint-Martin, 1981. (Traduction anglaise publiée sous le titre de *Services and Circuses : Community and the Welfare State*, Black Rose Books, 1984.)
- Lupul, Manoly R (éditeur). *Un patrimoine en pleine mutation : essais sur l'histoire des Canadiens ukrainiens*. Toronto : McClelland and Stewart, 1983.
- MacPherson, Ian. *Each for All : A History of the Co-operative Movement in Canada 1900-1945*. The Carleton Library, no. 116. Toronto : Macmillan of Canada, 1979.
- Martin, Samuel A. *An Essential Grace : Funding Canada's Health Care, Education, Welfare, Religion and Culture*. Toronto : McClelland and Stewart, 1985.
- Nagler, Mark (éditeur). *Perspectives on Disability*. Palo Alto, California : Health Markets Research, 1990.
- Purich, Donald. *Our Land : Native Rights in Canada*. The Canadian Issues Series. Toronto : James Lorimer and Company, 1986.
- Reid, Allana G. "The First Poor-Relief System of Canada" dans *The Canadian Historical Review*, vol XXVII. Toronto : University of Toronto Press, 1946.
- Sutherland, Neil. *Children in English-Canadian Society : Framing the Twentieth Century Consensus*. Toronto : University of Toronto Press, 1976.
- Turner, Joanne C et Francis J Turner (éditeurs). *Canadian Social Welfare*. Don Mills, Ontario. Collier Macmillan Canada, 1981.

Walker, James W St G. *Précis d'histoire sur les Canadiens de race noire*. Ottawa : Secrétariat d'état du Canada, 1980.

Yelaja, Shankar A. *Canadian Social Policy*, version révisé. Waterloo, Ontario : Wilfrid Laurier Press, 1987.

Encyclopedia Canadiana. Toronto : Grolier of Canada, 1975.

The Canadian Encyclopedia. Deuxième édition. Edmonton : Hurtig Publishers, 1988. Nous avons tiré les illustrations de diverses sources, mais la majorité proviennent du catalogue du Boston Type and Stereotype Foundry pour l'année 1832. Cet atelier est la source de bon nombre des illustrations et des déco- rations qu'on trouve dans les journaux canadiens du 19e siècle. Une réimpression moderne du catalogue a été émise par la compagnie Dover Publications sous le titre *Old-Time Advertising Cuts and Typography*, ISBN 0-486-26023-2.

Souhaitez-vous reproduire une partie de ce guide?

Les organismes de bienfaisance et les organismes sans but lucratif peuvent reproduire et adapter des parties de ce guide pour leur propre usage à condition d'en indiquer la source. Aucune permission n'est nécessaire. Le Programme aimerait cependant savoir la façon dont ce guide a été utilisé. Veuillez trouver son adresse ci- bas.

Le contenu de ce guide reflète les opinions de l'auteur et de ses collaborateurs. Ces opinions ne doivent en aucun cas être considérées comme des directives officielles ou officieuses d'un organisme gouvernemental.

édité par

Le programme du Soutien aux organismes volontaires
Ministère du Patrimoine canadien
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5
Téléphone : (819) 994-2255
Télécopieuse : (819) 953-4131

[Courrier électronique](mailto:voluntary_action@pch.gc.ca) : voluntary_action@pch.gc.ca

Conception graphique : [Douglas McKercher](#)

© Sa Majesté la Reine
représentée par

le Ministre de l'Approvisionnement et Services, 1992.

La version imprimée de ce livre est ISBN 0-662-97328-3.